



**ORGANIZATION OF
AFRICAN UNITY**
Secretariat
P. O. Box 3243

منظمة الوحدة الافريقية
السكرتاريه
ص. ب. ٣٢٤٣

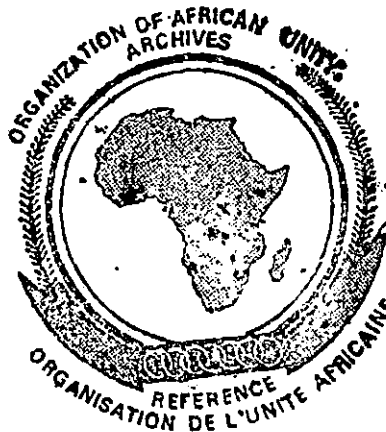
**ORGANISATION DE L'UNITE
AFRICAIN**
Secretariat
B. P. 3243

اديس ابابا . ادیس ابابا

CM/1301(XLII)
Annexe I

CONSEIL DES MINISTRES
42ème SESSION ORDINAIRE
10-16 JUILLET 1985
ADDIS ABEBA
ETHIOPIE

DISCOURS DU PRESIDENT NYERERE
A LA 44ème SESSION DU COMITE DE LIBERATION DE L'OUA
ARUSHA, TANZANIE, 4 JUILLET 1985



DISCOURS DU PRESIDENT NYERERE
A LA 44ème SESSION DU COMITE DE LIBERATION DE L'OUA
ARUSHA, TANZANIE, 4 JUILLET 1985

Monsieur le Président,
Excellences, Chers Amis,

Je vous remercie pour m'avoir invité à ouvrir les travaux de la 44ème session du Comité de Libération, bien que j'aurais réellement souhaité parler à une réunion qui marquerait la fin de votre tâche. Quand nous, en Afrique, aurons terminé la tâche que nous avons décidé de faire, il y a de cela 22 ans, votre Comité n'aura plus sa raison d'être. Mais la réalité actuelle est que la tâche la plus difficile de la libération de l'Afrique incombe toujours aux peuples africains et par conséquent à l'Organisation de l'Unité Africaine et à ce Comité qui agit en son nom.

Nous avons atteint la phase la plus difficile de la lutte de libération. Tous les 19 Etats africains, à l'exception de quatre, qui se sont joints à l'OUA, depuis 1963, ont obtenu leur indépendance par la voie pacifique, car les fronts politique et diplomatique de la lutte de libération étaient suffisants pour atteindre l'objectif sans recourir à la lutte armée. Mais la lutte de libération est devenue de plus en plus difficile, au fur et à mesure qu'elle progressait vers le sud. En Angola, en Guinée Bissau, au Mozambique et au Zimbabwe - trois de ces pays ont des frontières avec l'Afrique du Sud ou avec ses territoires occupés - le peuple était obligé de prendre les armes. La lutte, dans tous les cas, était longue et difficile et il y a eu beaucoup de souffrance, mais le résultat final était que tous ces pays ont accédé à l'indépendance.

A présent, nous sommes confrontés au problème de l'occupation coloniale de la Namibie par l'Afrique du Sud et à celui de l'Apartheid en Afrique du Sud elle-même. Fondamentalement, nous sommes confrontés au problème de l'Afrique du Sud, parce que le régime de l'Apartheid est la source de toute la violence, de l'injustice et de l'instabilité en Afrique australe.

Le motif fondamental de l'opposition tenace de l'Afrique du Sud à une indépendance authentique de la Namibie est la défense de l'Apartheid. Le seul motif perceptible des agressions et des actes de subversion que mènent l'Afrique du Sud contre les Etats africains libres est la défense de l'Apartheid; cela veut dire que l'Afrique du Sud craint de voir l'exemple d'Etats africains stables et progressistes attachés aux principes de l'égalité entre les hommes. Les meurtres, la torture et les détentions de citoyens sud-africains par l'Administration

sud-africaine ont pour seul but de défendre l'apartheid. Dans sa recherche pour la paix et pour le développement économique en Afrique, l'objectif primordial de l'Organisation de l'Unité Africaine doit être, par conséquent, l'affaiblissement et, en dernier ressort, l'élimination totale de l'Apartheid.

Il y a trois aspects à cette lutte qui, tous, exigent un soutien politique, diplomatique, économique et aussi, malheureusement, militaire de la part des Etats africains qui agissent à travers ce comité ou sur un plan bilatéral. Le premier aspect est celui d'une indépendance authentique de la Namibie.

La Résolution 435 du Conseil de Sécurité a été adoptée, à l'unanimité, en 1978. Le plan des Nations Unies pour l'indépendance a été, en théorie, accepté par ceux qui sont directement impliqués dans les détails de cette question. Il s'agit de la SWAPO, du Gouvernement sud-africain, des membres du Groupe de Contact occidental et des Etats de la Ligne de Front. Mais la Namibie n'est pas libre. Au contraire, le mois dernier, sept ans après la Résolution 435, nous avons vu l'Afrique du Sud essayer de créer un "gouvernement intérimaire" en Namibie, qui est composé de ses propres marionnettes ou de dupes. Ce Gouvernement intérimaire n'a pas de légalité internationale et ne jouit d'aucun soutien à l'intérieur. Le Conseil de Sécurité a répondu à cette action sud-africaine en agitant la menace des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. Entre-temps, le Conseil a quelque peu encouragé les pays qui sont décidés à imposer des sanctions unilatérales limitées contre l'Etat de l'Apartheid.

Cependant, en pratique, l'Afrique du Sud demeure confiante, dans son mépris de l'opinion internationale, même au sujet de l'indépendance de la Namibie. De nombreuses résolutions ont été adoptées - et elles sont importantes - mais la réalité montre que l'adoption de ces résolutions par les Nations Unies ou par d'autres institutions n'a pas été suivie d'effet. Ce qui mène le Gouvernement sud africain à croire qu'en dépit de son défi, il ne souffrira ni sur le plan économique ni sur le plan politique, ou tout au moins dans des domaines auxquels il accorde beaucoup d'importance. L'Afrique du Sud est confiante parce qu'elle sait que, dans un domaine clé, tout en agissant au nom des Etats-Unis d'Amérique, elle sert ses intérêts.

Le lien établi entre l'indépendance de la Namibie dans le cadre de la Résolution 435 et le retrait des forces cubaines de l'Angola n'a été présenté par l'Afrique du Sud qu'après les soi-disant "pourparlers exploratoires" de Genève, de 1981. Il n'a été avancé comme condition à la mise en application de la Résolution qu'après que deux événements eurent lieu. Premièrement, le "linkage" a été utilisé dans la campagne politique américaine, et ceux qui l'ont utilisé ont gagné les élections présidentielles. Deuxièmement, tous les autres obstacles à la mise

en oeuvre de la Résolution, qui ont été soulevés par l'Afrique du Sud, ont été surmontés l'un après l'autre. Le 'linkage' sert par conséquent doublement les intérêts de l'Afrique du Sud. Il crée un obstacle à l'indépendance de la Namibie parce que tout ce que l'Afrique du Sud a à faire, et elle le fait déjà, c'est de continuer de déstabiliser l'Angola et mettre par conséquent l'Angola dans l'impossibilité d'accepter le retrait des troupes cubaines. Ceci, à son tour, garantit le soutien américain au défi que lance l'Afrique du Sud aux Nations Unies. L'Afrique ne doit pas fermer les yeux devant la politique "d'engagement constructif" menée par les Etats-Unis pour soutenir l'Apartheid et le terrorisme officiel.

L'Afrique n'a pas intérêt à déplorer simplement ce 'linkage' comme s'il rendait l'indépendance de la Namibie impossible. Le but de la Résolution 435 était de transférer, par la voie pacifique, le pouvoir au peuple namibien afin d'empêcher le surcroît de souffrance et de misère qu'engendrerait l'intensification de la lutte armée par l'indépendance. C'était une tentative des Nations Unies d'accomplir une des tâches pour lesquelles elles ont été créées, à savoir la prévention de la guerre ou le règlement des conflits par la voie pacifique. La Résolution 435 a été appuyée par l'Afrique comme étant un moyen et une voie préférée pour la libération - et non pas comme un substitut à la libération. Elle constitue encore la voie préférée, mais sept ans après, la SWAPO et l'Afrique doivent se poser la question de savoir si cette résolution constitue réellement une voie viable et si elle l'était, pour combien de temps encore et quel est le prix qu'il faut payer pour que cette voie aboutisse.

Le peuple namibien a recouru, sous la direction de la SWAPO, à la lutte armée, il y a de cela plusieurs années. C'est ce fait qui avait amené la Communauté internationale à s'intéresser à la question de l'indépendance de la Namibie et qui a conduit finalement à l'adoption de la Résolution 435. Il est devenu maintenant clair que si le peuple namibien veut imposer la mise en oeuvre de cette Résolution, la lutte armée doit être intensifiée et soutenue. C'est là un fait regrettable mais qui n'en demeure pas moins un fait réel. Tout en restant prêt à recourir à un processus pacifique pour sa libération, le peuple namibien - avec l'Afrique qui doit se mobiliser à ses côtés et le soutenir - doit utiliser le seul moyen qui, aujourd'hui, lui est laissé pour se libérer.

Il en va de même pour ce qui se passe à l'intérieur de l'Afrique du Sud elle-même, où se déroule la lutte contre l'Apartheid. De 1912, date de la création du Congrès National Africain, jusqu'en 1960, les manifestations pacifiques et, par la suite, la résistance pacifique ont été les méthodes utilisées. Les Gouvernements sud-africains successifs ont toujours répondu par la violence et la terreur et par une intensification de l'oppression raciale. La Communauté internationale a assisté à tout cela sans s'émouvoir.

Mais la patience des plus patients a fini par atteindre ses limites. Tout en continuant à appeler à un changement négocié, les Mouvements militants pour la liberté se sont organisés pour donner une impulsion au processus conduisant à la liberté. Et le nombre croissant des Etats africains indépendants a imposé l'inscription de la question de l'Apartheid à l'ordre du jour politique de la Communauté internationale, où il est resté en tant que moyen de pression accrue pour une action extérieure contre les racistes sud-africains. Mais jusqu'à récemment, la réponse de l'Afrique du Sud a toujours été la même : davantage de répression, plus de violence et de terreur, un défi des plus en plus osés face à l'appel pour l'humanité et la justice.

Au cours des dernières années, le Gouvernement sud-africain a ajouté une nouvelle tactique à sa panoplie, celle qui consiste à essayer de tromper des innocents et d'aider ses amis de l'extérieur pour lesquels le défi flagrant de l'opinion mondiale par l'Afrique du Sud est politiquement embarrassant. C'est ainsi que ce gouvernement a permis à toutes les races de s'asseoir sur les mêmes bancs dans les jardins publics, et quelques fois de manger dans les mêmes restaurants ! Il est même allé plus loin. Se rendant compte qu'en dépit de toutes ses interdictions, les syndicats africains existaient bel et bien, il a tenté de les contrôler en leur conférant une légalité conditionnelle. Il a essayé de séduire ceux qu'il a classé comme "métis" et "indiens" en leur accordant une place marginale dans le processus législatif. Et il parle de plus de réformes à l'avenir. Ce qu'il ne fait pas et qu'il n'a point l'intention de faire, c'est d'accepter le principe de l'égalité de tous les hommes et de négocier avec les véritables dirigeants africains sur le processus de l'abolition de l'Apartheid.

Et pour ceux qui ont des yeux pour voir, le manque de sincérité qui caractérise cette tactique devient plus claire de jour en jour. Il ne fait pas de doute que le peuple noir d'Afrique du Sud ne s'y trompe pas ; l'écrasante majorité de ceux qui sont classés comme "métis" et "indiens" ne s'y trompent pas. Ces sud-africains vivent avec l'Apartheid et savent ce qu'il signifie dans leur existence quotidienne. D'où le développement de plus en plus important de la résistance intérieure, tout son caractère de défi d'où, son caractère de plus en plus ouvert, de plus en plus désespéré.

Je ne pense pas qu'un seul jour se soit passé au cours des douze derniers mois, où quelque part en Afrique du Sud, il n'y a pas eu un acte de révolte communautaire. Et il y a rarement eu un seul jour où un manifestant africain ou un simple spectateur d'une manifestation n'a pas été abattu par la police ou l'armée sud-africaine, parce que la police ne peut plus à elle seule contrôler la situation.

Des fois de nombreuses personnes sont tuées et blessées, au même moment, souvent en assistant aux funérailles d'autres victimes de l'oppression. Des personnes continuent à être détenues et à connaître des morts violentes en détention. Ceux qui tentent d'organiser des manifestations - des manifestations non-violentes - sont arrêtés par centaine et sont triés afin d'être traduits en justice pour trahison. Ni les Etats africains libres, ni l'Organisation de l'Unité Africaine, ni le Comité de Libération ne suscitent ni ne contrôlent cette résistance et cette révolte intérieure de plus en plus fortes et intenses. Les Nations indépendantes de l'Afrique qui ont des frontières avec l'Afrique du Sud ne pourraient pas les faire cesser même s'ils l'avaient souhaité. Cette résistance et cette révolte continueraient d'exister même s'il n'y avait pas de Mouvements de Libération reconnus par l'Organisation de l'Unité Africaine.

Bien trop souvent cette résistance est spontanée, elle est une expression du désespoir ressenti par ceux qui sont à bout de patience face à l'oppression de l'Apartheid, ceux qui ont vu d'autres peuples drapés dans la dignité de la souveraineté nationale et de la liberté. Car le fait même du progrès vers le sud de la liberté nationale et de l'absence de ségrégation raciale constitue un encouragement pour le peuple d'Afrique du Sud, tout comme l'indépendance de l'Inde en 1947 a été un aiguillon pour les Mouvements de Libération naissants de notre Continent. Mais rien de tout cela ne décharge l'Afrique de la responsabilité qu'elle a de soutenir ce Mouvement de résistance et d'aider les Mouvements de Libération par tous les moyens possibles. Parce que nous sommes, et devons être, préoccupés par la paix dans notre continent. Et sans justice, il ne peut pas y avoir de paix.

Une révolte sans soutien, non organisée et spontanée, constitue une invitation pour l'Afrique du Sud à tuer plus de personnes, à déternir plus d'innocents, et de manière générale, à intensifier la répression jusqu'à ce qu'il n'y ait rien d'autre en Afrique du Sud que le chaos. Si le Congrès National Africain, le Mouvement syndical et l'opposition intérieure à l'Apartheid peuvent organiser cette vague de résistance, la lutte sera plus courte et revêtira un caractère plus pacifique. Mais le régime sud-africain n'est intéressé ni à la brièveté de la lutte ni à la paix. Il n'est intéressé que par la défense de l'apartheid. C'est à cette fin qu'il adopte une politique de terrorisme. Le Gouvernement sud-africain est un gouvernement terroriste. Il tue aveuglément, il tue également dans des pays autres que le sien, et il essaie par tous les moyens possibles de débusquer et d'attaquer les Mouvements de Libération ainsi que tout individu qui leur apporte un soutien.

Le meilleur soutien que les Etats de la Ligne de Front peuvent apporter à la lutte des sud-africains contre l'Apartheid est de consolider leur indépendance et améliorer le niveau de vie de leurs populations. L'Afrique du Sud le sait et cherche à empêcher que cela ne se fasse. Les Etats frontaliers de l'Afrique du Sud n'avaient pas eu, n'ont pas, et n'auront pas l'intention d'avoir des bases de guerillas sur leurs territoires. L'Afrique du Sud le sait mais soutient que cela n'est pas vrai ; car elle sait également que le type de guerre qui a conduit à la libération du Mozambique, de l'Angola et du Zimbabwe n'est pas la forme de lutte appropriée dans la situation sud-africaine.

Une telle attitude de sacrifice ne suffit donc pas pour protéger les Etats de la Ligne de Front des attaques sud-africaines. En les attaquant, par des agressions directes et indirectes, l'Afrique du Sud a l'intention de déstabiliser les Etats voisins (ou les Etats voisins de la Namibie) dans l'espoir de les réduire au statut de Bantoustans.

Pour ne pas être victime de ces attaques militaires, ou de la subversion organisée par elle, l'Afrique du Sud attend des Etats de la Ligne de Front qu'ils renoncent à la réalité de leur indépendance et fassent le travail de la police sud-africaine, en attaquant les Mouvements de Libération sud-africains. Pour l'Afrique du Sud, la neutralité ne suffit pas. Pour se mettre à l'abri des attaques militaires et économiques de l'Afrique du Sud, ces pays doivent agir positivement en faveur de l'Apartheid. Ils doivent perquisitionner les maisons de chaque réfugié sud-africain et celles de leurs nationaux qui soutiennent les luttes de libération en Afrique du Sud ou en Namibie, et envoyer en Afrique du Sud toutes lettres et publications qu'ils trouveraient - ou même la personne concernée. Ils doivent contribuer à rendre impénétrable leurs frontières avec l'Afrique du Sud. Si - et seulement si - ils remplissent toutes ces conditions, et entreprennent des actes qui pourraient à tout moment favoriser les racistes sud-africains, ces derniers pourraient - je dis bien ils pourraient - en attendant être libres de faire des déclarations critiquant le système de l'Apartheid.

Quel mal le Lesotho a-t-il fait à l'Afrique du Sud - en fait quel mal peut-il commettre - si ce n'est le fait de son existence comme une nation véritablement indépendante ? Pourtant les attaques perpétrées par l'armée sud-africaine ou les attaques organisées par l'Afrique du Sud contre le Lesotho ont coûté la vie à 42 personnes et causé des dégâts matériels estimés à trois millions de dollars

des Etats-Unis. N'ayant pas réussi jusqu'ici à trouver des traîtres au Botswana qui acceptent d'agir en sa faveur, l'armée sud-africaine a attaqué Gaborone le mois dernier, faisant douze morts et six blessés et détruisant des maisons et des véhicules. Six des personnes tuées sont des ressortissants ou des résidents au Botswana ; les six autres sont des réfugiés sud-africains qui auraient été fiers d'avoir leur cercueil recouvert du drapeau de l'ANC, mais ils étaient des réfugiés et non des combattants de la Liberté.

L'Afrique tout entière sait que le Botswana ne peut pas se permettre d'avoir des combattants sur son territoire, ni permettre qu'un quelconque acte hostile contre l'Afrique du Sud soit mené à partir de son territoire.

L'Afrique du Sud cependant ne se repent guère de cette attaque gratuite ni de celles qu'elle a perpétrées contre l'Angola, le Mozambique, le Lesotho et le Zimbabwe. Elle a proclamé son intention de lancer d'autres attaques contre les pays voisins chaque fois qu'elle aura décidé que cela serait favorable à la défense de l'Apartheid. En effet, elle a répété ces mêmes actes d'agression la semaine dernière en lançant un nouveau raid contre l'Angola.

Tous ces pays sont attaqués et déstabilisés parce qu'ils sont des Etats africains effectivement indépendants ayant des frontières avec l'Afrique du Sud. Le coût des agressions de l'Afrique du Sud, de ses actes de subversion et de son boycottage économique est déjà estimé à environ 7 millions de dollars EU. Le reste de l'Afrique et la communauté internationale qui clament à haute voix leur opposition à l'Apartheid ne doivent pas les laisser seuls porter ce fardeau. Ils souffrent parce qu'ils défendent l'indépendance qu'ils ont acquise au prix de leur sang. Et ils souffrent pour toutes les nations qui défendent le principe de l'égalité entre tous les hommes mais qui se trouvent bien éloignés de l'état de l'apartheid.

Soyons clairs. Il n'appartient pas aux pays africains indépendants de libérer le peuple d'Afrique du Sud du joug de l'Apartheid. Aucune personne vivant en Afrique du Sud ou originaire de ce pays ne le leur demande de faire cela. Mais il n'appartient pas non plus aux pays africains d'agir pour le compte du régime de l'Apartheid en combattant les opposants à l'Apartheid. Laissons le soin à la police sud africaine de garder les frontières de son pays ; notre tâche consiste à protéger les frontières des pays africains libres contre l'invasion de troupes

sud-africaines et de bandits soutenus par l'Afrique du Sud. Et même cela s'est révélé jusqu'ici au-dessus de nos moyens - les frontières s'étendant sur de longues distances et les garder nous revenant très cher. Laissons l'Afrique du Sud supporter le coût financier et militaire de fermeture hermétique de ses frontières devant ceux de ses ressortissants qui veulent retourner chez eux pour reprendre la lutte contre l'injustice. Elle veut que ses voisins fassent la police à ses frontières afin qu'elle puisse utiliser ses troupes pour briser la résistance du peuple dans les villes et dans la campagne d'Afrique du Sud.

Mais nous ne devons pas seulement nous contenter de résister aux exigences de l'Afrique du Sud. Pour défendre l'Afrique, nous devons nous opposer à l'apartheid en prenant les mesures qui s'imposent afin d'isoler l'Afrique du Sud sur les plans politique, culturel et économique. Nous avons décidé de faire cela depuis plusieurs années, nous devons intensifier nos efforts à cette fin.

Les gouvernements nordiques ont pris un certain nombre de mesures pour rompre et par la suite mettre fin à leurs relations économiques avec l'Afrique du Sud ; le mois dernier, ils ont pris une autre mesure en annonçant que les vols prévus selon l'Accord des tarifs aériens signé avec l'Afrique du Sud seront supprimés dans six mois. Dans les autres pays européens et en Amérique, des personnes demandent des mesures sur les investissements et un boycottage économique pour renforcer l'embargo sur les armements et le boycottage dans le domaine du sport. C'est là un mouvement de dimension mondiale qui va s'amplifiant. J'espère que la présente réunion exprimera son appréciation pour le soutien actif et croissant qu'apportent les pays nordiques, et des personnes d'autres pays à la lutte contre l'Afrique du Sud.

Les Etats de la Ligne de Front s'appêtent également à jouer leur rôle. Ils se sont organisés au sein de la SADCC en vue de restructurer les économies qu'ils ont héritées du colonialisme et de réduire le plus rapidement possible leur dépendance actuelle de l'Afrique du Sud dans les domaines économique et des communications. Leurs efforts sont entravés par les attaques lancées par l'Afrique du Sud - ce qui est une autre preuve que l'Afrique du Sud craint l'isolement.

Cependant, la plupart des pays membres de la SADCC n'ont pas pour le moment d'autres choix que d'avoir des relations commerciales avec l'Afrique, même tout en sachant - et en regrettant - la vulnérabilité qui en résulte. Mais

aucun autre Etat Membre de l'OUA n'a de raison ni d'excuse d'avoir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, ou de dialoguer avec celle-ci. Il ne suffit pas de justifier ces relations commerciales parce que nos faibles économies y gagnent. Je répète que les Etats membres de l'OUA qui ont des frontières avec l'Afrique du Sud ont eu des pertes estimées à 7 milliards de dollars américains, comme conséquence des agressions de l'Afrique du Sud.

La lutte contre l'Apartheid est une lutte de l'Afrique et pas seulement celle du peuple sud africain et des pays limitrophes. C'est une lutte pour la dignité des peuples africains et pour cette liberté des Etats africains pour laquelle nous nous sommes engagés en adhérant à la Charte de l'OUA. Le moins que le reste d'entre nous pouvons faire est de jouer notre rôle pour isoler l'état de l'Apartheid sur la plan international.

Excellences et chers amis, la tâche qui reste à accomplir par ce Comité est de soutenir, au nom de l'Afrique, la lutte contre l'Apartheid en Afrique du Sud et contre le colonialisme et l'agression qui résultent des tentatives pour défendre l'Apartheid. Cette tâche n'est pas facile. Elle n'est pas sans coûts économiques ou même politiques pour les pays qui l'entreprennent. Elle peut entraîner parfois des désaccords avec les grandes puissances internationales qui donnent un soutien matériel à l'Afrique du Sud, même lorsqu'elles dénoncent l'Apartheid et disent être pour l'indépendance de la Namibie. Malgré l'indignation de l'opinion publique contre la politique d'engagement constructif, il n'y a aucun signe que ce problème sera bientôt résolu par un changement de politique des Etats-Unis. En Europe et ailleurs, il y a également des pays - et mêmes certains pays du Mouvement des Non-alignés - qui accordent leur soutien moral et économique à l'Afrique du Sud à travers leurs politiques commerciales et/ou par leurs votes au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Mais les difficultés sont là pour être surmontés. Notre tâche est de hâter le jour où le peuple sud africain détruira l'Apartheid. Cette tâche est difficile et exige une approche murie. Il ne suffit pas de participer aux réunions du Comité de Libération et de prononcer des discours attaquant l'Apartheid. Notre engagement doit se traduire en termes réels et pratiques. Il doit entre autres se traduire par des contributions en espèce.

Les Mouvements de Libération de Namibie et d'Afrique du Sud ne peuvent exister, encore moins leur travail, sans un soutien financier. En dépit des immenses sacrifices consentis et de leurs grands efforts, plusieurs Etats ayant des frontières avec l'Afrique du Sud ont tenu au-delà de leur capacité économique et ont besoin d'un soutien financier, si nous voulons qu'ils puissent défendre leur indépendance et concourir au progrès de l'Afrique vers sa libération totale.

Le total des contributions au Comité de Libération de l'Organisation de l'Unité Africaine s'élève juste à 3.3 millions de dollars américains par an. Il s'agit là d'une très modique somme au vu de la tâche que nous devons entreprendre. La Norvège à elle seule, a prévu dans son budget de cette année une contribution d'environ 5 millions \$EU pour aider les Mouvements de Libération reconnus par l'OUA. Or, dix Etats membres seulement sont à jour dans leurs contributions au Comité de Libération, à la clôture du dernier exercice financier, le 31 mai 1985 ; sept Etats n'ayant qu'une partie de leurs contributions seulement à payer au titre de l'exercice 1984/85. Cela signifie que 33 Etats ont des arriérés considérables. Est-ce que les peuples ne nous demanderont pas - est-ce que nous n'allons pas nous demander si nous sommes vraiment aussi sérieux que nous devrions l'être au sujet de la libération de notre continent ?

Tous les Etats africains connaissent des grandes difficultés économiques. Certains parmi nous sont confrontés au problème prioritaire de la famine. Certes, plusieurs Etats Membres de l'OUA accordent une assistance bilatérale aux Mouvements de Libération, qui n'est pas reflétée dans les livres comptables du Comité de Libération. Mais il nous faut tous payer nos contributions au Comité de Libération. Il est nécessaire que nous nous rappelions toujours que nos contributions jouent un rôle de catalyseur ; à l'instar de l'oiseau qui met une horde de buffles en fuite.

Dans chaque lutte, il y a un moment où le vent tourne en votre faveur. C'est le moment qu'il faut choisir pour redoubler d'efforts, quelle que soit la fatigue. Il y a des signes qui indiquent qu'un tel moment est arrivé à présent pour l'Afrique. L'Afrique du Sud est dans un état de bouillement intense. Le peuple namibien montre son mépris du soi-disant Gouvernement Intérimaire.

Le repli tactique imposé à plusieurs Etats frontaliers de l'Afrique du Sud, l'année dernière, a pris fin et de nouvelles attitudes ont été adoptées. Partout en Europe et en Amérique des personnes et parfois des gouvernements font preuve de sérieux dans leur opposition active à l'Apartheid.

Allons ensemble de l'avant, l'Afrique étant à l'avant-garde du mouvement de soutien aux vaillants opposants sud-africains à l'Apartheid.

Je vous remercie.



AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

1985-07

President Nyerere's Speech to the 44th Session of the OAU Liberation Committee Arusha, 4th July, 1985

Organization of African Unity

Organization of African Unity

<https://archives.au.int/handle/123456789/10192>

Downloaded from African Union Common Repository